SÉCURITÉ · MALI ET AES · VERSION PUBLIQUE

Sahel : gagner la bataille de la stabilisation

Comment transformer la résistance des États de l'AES en reprise durable de l'initiative ?

Face à la montée en puissance du JNIM, des voix de plus en plus nombreuses appellent les États de l'Alliance des États du Sahel (AES) à négocier. BITRUN défend une autre ligne : **pas de négociation politique avec la direction du JNIM**, mais une stratégie qui l'affaiblit par l'argent, le territoire et les hommes, tout en laissant une porte ouverte aux combattants qui déposent les armes.

4 000+ CITERNES EN OCTOBRE 2026

Acheminées sous escorte vers Bamako. Les tentatives de blocus du JNIM ont échoué.

Après des pénuries sévères à l'automne 2025, les convois escortés ont rétabli l'approvisionnement de la capitale, qui n'a jamais été coupée. L'État n'a pas cédé à la pression et Kidal a été repris le 6 octobre 2026.

Ce qui a changé

En un peu plus d'un an, le JNIM est passé de la guérilla rurale à la pression sur les villes. Depuis septembre 2025, ses tentatives de blocus du carburant et ses enlèvements d'étrangers cherchent à asphyxier l'économie malienne et à retourner la population contre l'État. Le 25 avril 2026, une offensive coordonnée avec les rebelles du FLA a visé Kati, Bamako, Sévaré, Gao et Kidal et coûté la vie au ministre malien de la Défense. En juin, l'aéroport de Niamey a été attaqué pour la deuxième fois de l'année. Le Sahel concentre aujourd'hui près de la moitié des morts du terrorisme dans le monde.

Le débat sur la négociation

Certains centres de réflexion internationaux jugent désormais la victoire militaire hors de portée et recommandent de dialoguer avec le JNIM, à condition qu'il rompe avec Al-Qaïda. Leurs arguments sont sérieux : le coût humain de la guerre, l'enlisement, et des accords locaux déjà conclus par des notables pour lever des restrictions de circulation. Les autorités du Mali, du Burkina Faso et du Niger excluent officiellement tout dialogue avec les groupes terroristes.

BITRUN À PROPOS DE BITRUN

BITRUN est un cabinet malien de **conseil stratégique, d'intelligence économique et de production audiovisuelle** (média DAKAN), basé à Bamako. Il couvre les pays de l'Alliance des États du Sahel (Mali, Burkina Faso, Niger) et plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest.

Fondé en 2024 par **Cheick Oumar Diallo**, ancien du Bureau du Vérificateur Général du Mali, passé par la communication et les secteurs stratégiques (mines, or, hydrogène naturel), auteur de *Mali 3.0 : Rupture, Renouveau, Responsabilité* (2025).

SITE
www.bitrun.ml

COURRIEL
cod@bitrun.tech

TÉLÉPHONE
+223 78 08 10 10
+223 99 70 00 00

NOTRE POSITION

Pourquoi ne pas négocier ?

BITRUN déconseille toute négociation politique avec la direction du JNIM, pour cinq raisons.

01 **On n'offre pas à la table ce qui a été refusé sur le terrain.** Les tentatives de blocus du JNIM ont échoué ; ouvrir des pourparlers maintenant leur donnerait raison après coup.

02 **L'enjeu n'est pas négociable.** Le JNIM ne réclame pas des services, il vise la forme même de l'État et l'ordre social. Le caractère républicain et laïc de l'État, réaffirmé par la Constitution de 2023, ne se cède pas à un groupe armé.

03 **Les garanties manquent.** Rien n'assure que la rupture avec Al-Qaïda serait réelle, ni qui ferait respecter un accord.

04 **Le précédent serait régional.** Récompenser les tentatives de blocus et les enlèvements encouragerait leur extension aux pays voisins.

05 **La cohésion nationale serait fragilisée.** Un dialogue ouvert sous la contrainte diviserait l'appareil militaire et pourrait provoquer des troubles dans une partie de l'opinion hostile à toute négociation.

Une autre voie

ASSÉCHER

Couper l'économie de guerre

Rançons, or artisanal, bétail et péages routiers financent le JNIM : il faut tarir chacune de ces sources.

PROTÉGER

Faire échouer toute nouvelle tentative de blocus

Stocks stratégiques, corridors diversifiés et surveillance des axes, pour que les villes ne soient jamais coupées.

GOUVERNER

Ramener l'État utile

Justice, école et administration dans les zones reconquises, avec la protection des civils comme priorité.

RALLIER

Ouvrir une sortie aux combattants

Un programme encadré de reddition et de réinsertion pour ceux qui déposent les armes, sans jamais traiter avec leurs chefs.

> *L'État fixe les conditions de sortie des combattants. Il ne négocie pas son avenir avec ceux qui les commandent.*

Obtenir la note complète

Quelles mesures prioritaires sur six mois ? Quels risques pour les importateurs, les mines et les investisseurs ? La note complète, réservée aux clients de BITRUN, détaille la menace, les réponses des États, un plan d'action en cinq axes, les implications par secteur et trois scénarios à 12 mois.

www.bitrun.ml · cod@bitrun.tech · +223 78 08 10 10 · +223 99 70 00 00

Sources ouvertes arrêtées au 24 novembre 2026 · Global Terrorism Index 2026 · ACLED · Convois de carburant (DGCC) · FMI